

DANS L'ACTUALITE du 3 au 4 avril 2013

Textes officiels

JORF n°0078 du 3 avril 2013

Réalisation d'un audit énergétique : contenu et modalités

Arrêté d'application relatif au contenu et aux modalités de réalisation d'un audit énergétique conforme aux articles R. 134-14 à R. 134-18 du code de la construction et de l'habitation.

[Arrêté du 28 février 2013 relatif au contenu et aux modalités de réalisation d'un audit énergétique](#)

Monuments historiques

[Liste des immeubles protégés au titre des monuments historiques en 2012](#)

Jurisprudence

Contrat public

Annulation d'un marché

Marché public annulé au motif que les pièces de la procédure ne définissaient pas de manière suffisamment précise le besoin à satisfaire.

[CAA Douai 17 janvier 2013 Commune d'Hazebrouck, req. n° 12DA00780](#)

Urbanisme

Définition d'un bâtiment existant

Le règlement d'un plan d'occupation des sols qui, en zone agricole, autorise la transformation des bâtiments existants en gîtes ruraux, doit s'entendre comme visant les constructions couvertes et closes.

[CE 20 mars 2013 M. et Mme D., req. n° 350209](#)

Illégalité de la délibération autorisant la signature d'une convention d'aménagement

L'annulation contentieuse de la délibération autorisant la signature de la convention d'aménagement d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) est sans effet sur la déclaration d'utilité publique et l'arrêté de cessibilité.

[CE 20 mars 2013 SEM 47et SMIDEM, req. n° 351101](#)

Validité d'une règle de non constructibilité d'un SCOT

Les schémas de cohérence territoriale ne peuvent contenir des normes prescriptives que dans des cas limités par la loi.

[CAA Nantes 28 décembre 2012 Syndicat mixte du SCOT du pays de Rennes, req. n° 11NT02017](#)

Nature juridique des eaux alimentant les fontaines publiques communales

Les eaux alimentant les fontaines publiques appartiennent au domaine public et que, par conséquent, les litiges concernant leur usage relèvent de la compétence du juge administratif.

[T. confl., 18 mars 2013, req. n° 3887](#)

Réponse ministérielle

Périmètre non constructible autour des exploitations agricoles

Une enquête publique est-elle nécessaire pour modifier la carte communale et transformer le périmètre de protection sanitaire ?

[Rép. min. n°4735, JO du Sénat du 28 mars 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Un TA invente Béziers III

[Un tribunal du Nord de la France a fait preuve d'initiative en appliquant la règle dégagée par l'arrêt du Conseil d'Etat Béziers, aux mesures de modification unilatérale du contrat. Il a également admis la possibilité pour la personne publique de modifier les clauses financières du contrat. Explications.](#)

Source : achatpublic.info du 03/04/2013

Commande publique : le nouveau dispositif de lutte contre les retards de paiement opérationnel

[Le dernier texte attendu pour intégrer en droit français les dispositions européennes relatives aux délais de paiement a été publié au Journal officiel du 31 mars 2013. Le décret uniformise le droit applicable à l'ensemble des contrats de la commande publique et durcit les sanctions applicables aux retardataires.](#)

Source : le Moniteur du 03/04/2013

Fiche technique de la direction des affaires juridiques

[Fiche technique - Décret n°2013-269 du 29 mars relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique](#)

Source : DAJ du 02/04/2013

Urbanisme

«Toutes les collectivités pourront bientôt dématérialiser le traitement des déclarations d'intention d'aliéner »

[La Ville de Niort expérimente avec succès la dématérialisation des déclarations d'intention d'aliéner \(DIA\), documents nécessaires pour purger le droit de préemption des communes.](#)

Source : le Moniteur du 03/04/2013

L'habitat participatif sera inscrit dans la loi Urbanisme et Logement

[Clôturant, le 28 mars, par vidéo interposée, les ateliers de travail sur l'habitat participatif, Cécile Duflot a indiqué que "personne ne pouvait ignorer les richesses et les potentialités de ce type d'habitat" et a confirmé son intention de donner un cadre législatif à cette forme de logement.](#)

Source : localtis.info du 03/04/2013

Collectivités territoriales

Réaménagement de la réforme : les élus locaux plutôt déroutés...

[AMF, ADCE, APVF, AMGVF et Acuf, ADE... l'annonce surprise d'une réorganisation du projet de décentralisation continue de faire réagir les associations d'élus locaux. Si certains sont plutôt satisfaits, d'autres sont plus que perplexes.](#)

Source : localtis.info du 03/04/2013

Le projet de décentralisation scindé en trois textes

[Coup de théâtre pour l'Acte III. Jean-Marc Ayrault a fait savoir ce 2 avril que le projet de loi de décentralisation, attendu pour le 10 avril en Conseil des ministres, sera finalement redécoupé en trois textes dont l'examen au Parlement sera rééchelonné. Il a ainsi accepté, notamment, la demande du président du Sénat qui réclamait un report et de nouveaux "travaux préparatoires". Cette segmentation a toutefois de quoi susciter pas mal de questions.](#)

Source : localtis.info du 02/04/2013

Presse

La RATP mélange les genres

[Impossible, la mixité, fonctionnelle ? A d'autres... Remi Feredj, directeur de la valorisation immobilière de la RATP, prouve le contraire.](#)

Source : les Echos du 04/04/2013

Algues vertes

[L'Etat condamné à indemniser des communes bretonnes](#)

Source : le Monde du 04/04/2013

Quand les grands groupes s'impliquent dans le développement des territoires

[Une vingtaine de grandes entreprises cherchent à mieux anticiper les plans de revitalisation territoriaux. Sanofi, Total, Thales ou Air France aident à la création de centaines de PME par an autour de leur site.](#)

Source : les Echos du 03/04/2013

Les clefs de développement des cabinets d'audit, d'avocats et de conseil

[Auditeurs, avocats, consultants, tous se penchent sur le développement de leurs affaires. Et, crise oblige, font leur maximum pour optimiser leur fonctionnement et leur offre client.](#)

Source : les Echos du 03/04/2013